Jean-Marc Boussard, *Les prix agricoles. Nouveau dialogue sur le commerce des bleds*

Gérard Chouquer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11822>
DOI : 10.4000/etudesrurales.11822
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017
Pagination : 282-283
ISBN : 978-2-7132-2700-4

Référence électronique

Gérard Chouquer, « Jean-Marc Boussard, *Les prix agricoles. Nouveau dialogue sur le commerce des bleds* », *Études rurales* [En ligne], 200 | 2017, mis en ligne le 19 mars 2018, consulté le 16 février 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11822> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11822>

Comptes rendus

Jean-Marc Boussard

Les prix agricoles. Nouveau dialogue sur le commerce des bleds,
Paris, L'Harmattan, 2017, 196 p.

Jean-Marc Boussard ausculte les prix comme un chirurgien effectue une opération, c'est-à-dire hors de tout affect, mais, en plus, avec une légèreté de ton qui n'empêche pas la profondeur de la réflexion. Cela nous vaut un petit ouvrage vivant, technique, informé, pédagogique, et dont le message n'est pas secondaire puisque l'auteur conclut que « la production agricole constitue le raccourci de toutes les exceptions possibles aux théories économiques "standard" » (p. 169). Autrement dit, l'ouvrage apporte une des réponses possibles, et l'une des plus importantes, à la question de la place de l'agriculture dans l'économie libérale. Pour cela, il emprunte son sous-titre à l'abbé de cour Ferdinando Galiani qui, en 1770, publia un *Dialogue sur le commerce des bleds* dans lequel il critiquait déjà l'interprétation dog-

matique des thèses libérales et plaidait pour qu'on accorde un soin particulier aux produits agricoles de base.

Le parcours de Jean-Marc Boussard est limpide. Un prix, explique-t-il, est un message qui dit aux producteurs ce que sont les attentes des consommateurs, et aux consommateurs ce que sont les possibilités ou les difficultés à produire. Le prix pourrait donc être un régulateur et dans un système libéral, c'est-à-dire ouvert, qui fonctionnerait normalement (théorie), il répartirait valablement les revenus entre les différents acteurs de l'échange marchand. Mais il est faux de prétendre que le prix est une mesure objective de la valeur d'un produit, car à la demande des consommateurs s'ajoutent les liquidités dont ils disposent. La question de la répartition a donc une

saveur très particulière en économie, souvent amère en matière de prix agricoles puisque, lorsque la répartition des revenus est très inégalitaire, on constate, c'est un bon exemple, qu'on attribue des prix énormes à des tableaux de maîtres, et des prix bas à des produits alimentaires parce qu'on sait que ceux-ci, surtout achetés en masse par les pauvres, ne peuvent pas être payés bien cher. Ce n'est pas parce qu'il y en a beaucoup qu'ils sont peu chers, mais parce que les clients n'ont pas ou peu d'argent. Mais il y a aussi une autre raison, à savoir que les prix agricoles sont parmi les rares prix qui présentent, au moins en théorie, le caractère de marché parfait. En effet, comme le poids des productions est minuscule par rapport au marché global, même lorsqu'ils produisent en grande quantité, les producteurs ne peuvent avoir d'influence sur le marché. Théoriquement, la concurrence joue à plein.

Alors pourquoi constate-t-on la volatilité excessive des prix agricoles à court terme, qui brouille le "message" que devrait-être le prix et qui place le producteur en situation de risque ? Et pourquoi cette baisse tendancielle sur le long terme des prix agricoles ? Ces questions ne sont pas bien résolues par la théorie économique qui oscille entre raisons exogènes (type : c'est la faute à la sécheresse) et endogènes (par exemple, l'aversion pour

le risque). Et la mondialisation – en quelque sorte le prétendu aplatissement du monde – ne provoque pas l'uniformisation, loin de là.

Les "solutions" proposées pour remédier à cette volatilité des prix, les unes libérales (le laisser-faire complet ; les assurances sur les prix ; le stockage compétitif ; les marchés à terme ; les paiements découplés), les autres dirigistes ou interventionnistes (la planification centrale ; les prix garantis de façon illimitée ; les prix garantis sous quotas), ne fonctionnent pas vraiment et le moindre mal réside, selon Jean-Marc Bousard, dans la méthode des quotas, c'est-à-dire de soutien des prix pour des quantités limitées, bien que les organismes internationaux soient très critiques à son égard.

L'exception agricole, cela existe et cela s'explique. Vouloir à tout prix libéraliser de façon radicale ce secteur s'avère une erreur. Mais la cause est, hélas, mal engagée. Comme on sait, en 2007-2008, un tabou est tombé, puisque les fonds spéculatifs ont compris qu'il y avait désormais intérêt à spéculer sur la terre et les productions alimentaires qu'on en tire. De quoi offrir à Jean-Marc Boussard l'opportunité d'une suite, dans un de ses prochains livres.

Gérard Chouquer,
historien et archéogéographe